

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 22153 - 82ÈME ANNÉE

Conséquence du système néocolonial

Rentrée à l'Université : à La Réunion, la précarité étudiante atteint un point de rupture



À La Réunion, la rentrée universitaire se fait sous le poids d'une vie chère. Loyers élevés, manque de logements CROUS et alimentation hors de prix fragilisent les étudiants : plus d'un sur deux sauterait régulièrement des repas. Le recours au « sugar daddies » illustre cette précarité et ses risques. L'UNEF réclame 200 euros de complément de bourse, l'encadrement des loyers, davantage de logements CROUS et une allocation d'autonomie.

Alors que les étudiants réunionnais s'apprêtent à faire leur rentrée universitaire, l'UNEF publie son enquête annuelle sur le coût de la vie étudiante. Si la hausse se poursuit à l'échelle de la France — 1,66 % en 2026, portant le reste à charge mensuel moyen à

1 300 euros — le syndicat alerte sur les inégalités territoriales. Dans les anciennes colonies devenues départements français en 1946, les jeunes sont « les grands oubliés des politiques publiques » et supportent chaque année 314 à 408 euros de dépenses supplémentaires par rapport à la France. À La Réunion, les représentants locaux estiment que ces chiffres globaux sous-estiment la réalité, où le coût de la vie à cause de la surrémunération, l'inflation et l'insularité creusent un écart bien plus large.

**Logement et alimentation :
deux facteurs d'aggravation**

Le logement reste le premier poste de dépenses et la principale source d'inégalités. Dans le parc privé de Saint-Denis, les loyers des studios grimpent fréquemment entre 400 et 600 euros hors charges, rendant la décohabitation quasi impossible sans soutien familial. Parallèlement, les places en résidences CROUS sont insuffisantes : elles ne peuvent accueillir que 15 % des étudiants boursiers, excluant de fait de nombreux étudiants, notamment les non-boursiers.

L'alimentation aggrave la situation. Le prix des produits courants — celui de certains laitages peuvent être multipliés par cinq par rapport à la France — pousse plus de la moitié des étudiants à sauter régulièrement des repas. Face à cette urgence, l'UNEF et les associations locales multiplient les distributions de colis alimentaires sur les campus.

Les « sugar daddies » : un symptôme de la faille sociale

Dans ce contexte de vie chère, un phénomène préoccupant gagne du terrain : le recours aux sugar daddies. Sous couvert de « relations mutuellement bénéfiques » via des applications spécialisées, des étudiants — en majorité des jeunes femmes — acceptent une contrepartie financière (loyer, courses, frais d'inscription) en échange de compagnie, puis souvent de relations sexuelles. À La Réunion, l'effet d'impasse est puissant : face à des bourses insuffisantes, à l'absence de soutien familial dans des foyers touchés par le chômage souvent depuis plusieurs générations et à l'impossibilité de trouver un emploi étudiant, le sugar dating apparaît comme une solution de dernier recours pour éviter le décrochage.

Beaucoup dénoncent une « prostitution en col blanc » subie par nécessité économique, qui expose les jeunes à une détresse psychologique, un isolement et une dépendance financière totale vis-à-vis d'un tiers, avec des risques de violences et de rapports non consentis.

Des revendications urgentes

Pour répondre à cette crise, l'UNEF réclame des mesures immédiates : la revalorisation de 200 euros du complément de bourse pour les étudiants des anciennes colonies devenues départements français en 1946 (le complément actuel de 30 euros étant jugé « largement dérisoire »), l'encadrement strict des loyers privés dans les agglomérations universitaires, l'augmentation massive des investissements pour construire des résidences CROUS, et la mise en place d'une allocation d'autonomie universelle avec gratuité des transports publics.

Ce phénomène des sugar daddies ne doit pas être traité sous l'angle moral, mais bien comme un symptôme de la faillite du système d'aides sociales étudiantes. Une revalorisation immédiate des bourses à hauteur du coût de la vie est indispensable pour que les étudiants réunionnais puissent se consacrer à leurs études, et non à leur survie.

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
81e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud ; 2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau ; 2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail

:journal.temoignages@gmail.com

SITE web : www.temoignages.re

Publicité :journal.temoignages@gmail.com

CPPAP : 0916Y92433

Précarité des étudiants de l'Université à La Réunion

La classe dominante a intérêt à fermer l'Université aux classes populaires

Tout titulaire du premier grade universitaire, le baccalauréat, a le droit d'accéder à l'Université qui est un ascenseur social. Mais la classe dominante y voit un risque de voir sa progéniture concurrencée par des jeunes des classes populaires plus compétents grâce à leur cursus universitaire. La classe dominante a donc intérêt à affaiblir l'université et à restreindre son accès pour les classes populaires afin de préserver la structure de classe par l'héritage.

L'université, en théorie, incarne l'ascenseur social républicain : tout titulaire du baccalauréat a le droit d'y accéder. Mais dans les faits, cet accès formel cache des mécanismes de sélection sociale, la précarité étudiante en est le vecteur principal.

Verrouillage à La Réunion

À La Réunion, ce verrouillage est particulièrement visible. L'insularité, la vie chère à cause de la surrémunération, le manque de logements adaptés aux revenus des Réunionnais et l'insuffisance des bourses agissent comme des filtres économiques qui écartent d'office les étudiants issus des milieux populaires, même brillants. Lorsque plus de la moitié des étudiants sautent des repas, que les loyers absorbent l'intégralité des ressources et que le recours aux sugar daddies — une prostitution où des étudiantes acceptent une contrepartie financière d'un homme riche plus âgé (loyer, courses, frais d'inscription) en échange de compagnie, puis souvent de relations sexuelles devient une solution de survie, ce n'est pas un hasard : c'est le résultat d'un désengagement progressif de l'État dans le financement de l'enseignement supérieur et du logement étudiant.

Lutter contre le maintien de la structure de classe

Les classes dominantes ont tout intérêt à maintenir ce système. En affaiblissant l'université publique — sous-financement chronique, salaires des enseignants-chercheurs en stagnation, places CROUS insuffisantes — elles rendent l'accès aux études longues de plus en plus coûteux et sélectif. Les

jeunes des classes populaires, qui ne peuvent compter ni sur un héritage ni sur un réseau familial, se heurtent à un plafond de verre économique : ils décrochent ou s'orientent vers des filières professionnelles courtes, laissant les filières d'excellence (médecine, droit, lettres, sciences, grandes écoles) aux enfants de la bourgeoisie créole, qui bénéficient de soutiens financiers et de stages non rémunérés mais payés par les parents.

Ce phénomène est amplifié à La Réunion par l'éloignement géographique et le coût du transport vers la France pour les concours, ce qui renforce l'enclavement social. Les revendications de l'UNEF — revalorisation des bourses, construction de logements sociaux, encadrement des loyers — ne sont pas seulement des demandes matérielles : elles visent à rétablir l'égalité des chances et à briser ce cercle vicieux où la précarité devient un outil de reproduction sociale.

L'histoire montre que lorsque l'université est forte et accessible, elle permet à des talents issus de tous les milieux d'émerger. À l'inverse, en la fragilisant, on enferme les jeunes dans leur condition d'origine. La crise réunionnaise n'est donc pas un accident conjoncturel, mais le symptôme d'une politique délibérée de sous-investissement qui, sans le dire, protège les privilèges. Pour inverser la tendance, il faudrait non seulement augmenter les bourses, mais aussi repenser le financement de l'enseignement supérieur comme un bien commun, et non comme un marché où seuls les plus riches peuvent concourir.

M.M.

Oté

Gaël Rivière la mète la Rényon anlèr

In pti nouvèl an passan dsi in moune la mète la Rényon anlèr. Moune-la, mwin la vi ali apré fèr in komantèr dsi in gran konkour zé koléktif li la ranporte avèk son bann dalon.

Spor-la i apèl cécifoot, in zanr foutbal pou bann demoune lé mal voiyan i vienn ranport in gran tournoi. Son lékip té an final kont langlètèr dann loshanpiona d'érop é zot la fé goute bann zanglé.

Kréol l'avé déza antann parl de li l'ané 2024 kan son lékip la gingn lo tournoi olynpik laba dann Paris... So kou issi li amontr si zot la gingn la kourone té pa in kou d'azar : la prèv, so kou issi kont langlètèr.

Sa sé in marmaye sin-Bénoi donk iin rényoné pur ju, k'i kontante anou dann nout kèr par rapor li la ranporte in grann viktoir.

I fo ni anparl pars nou lé pti lé vré mé nou néna ossi nout kapassité,... nout gou d'sèl si zot i vé ;

A bon antandèr salu !

Justin